

AMPLIFIONS LA MOBILISATION POUR LE RETRAIT DE LA LOI KHOMRI!



La mobilisation du mercredi 9 mars a été un succès. **Dans toute la France, ce ne sont pas moins de 500 000 personnes qui ont défilé contre la Loi Khomri.**

A Alès (500 manifestant-e-s), à Bagnols (250), à Uzès (350), à Nîmes près d'un millier de personnes était rassemblé devant les grilles de la Préfecture du Gard, **pour exiger le retrait, sans condition, du projet de "Loi Travail"**

de la Ministre du travail. Les lycéens-ennes et la jeunesse scolarisée étaient bien représenté-es lors de cette journée d'action. A Nîmes mais aussi à Alès et Uzès, des blocages de lycées ont eu lieu dès le matin aux lycées JBD, Hemingway, Camus et Dhuoda.

LE GOUVERNEMENT A PEUR...

Par notre mobilisation, **nous avons montré, tous et toutes ensemble, que la colère existait.**

Le gouvernement craint cette montée en puissance d'un mouvement initié par la jeunesse qui refuse la précarité comme horizon indépassable de son avenir.

Cette journée du 9 mars doit constituer un premier jalon. Elle doit rapidement en appeler d'autres, car les attaques sont multiples et concernent tout le monde.

Le mois de mars a déjà un calendrier social chargé: le 10 mars les retraité-e-s pour défendre leurs droits; le 15 mars le secteur de la santé et du social était mobilisé pour défendre notamment la Convention 66; le 22 mars la fonction publique; le 23 mars La Poste;

Le 31 mars une grève interprofessionnelle est appelée avec des manifestations partout en France.

CONVERGENCE ENTRE LA JEUNESSE ET LES SALARIE-E-S LE JEUDI 17 MARS

Le jeudi 17 mars, les lycéen-ne-s et étudiant-e-s appellent aussi à une **nouvelle journée d'action.** Afin de soutenir cette initiative et aller vers une convergence jeunesse et salarié-e-s, **l'intersyndicale (Solidaires 30, CNT 30, UNEF Nîmes) appelle** conjointement avec la CGT Nîmes et la FSU 30 à un **rassemblement devant la Préfecture de 12h à 14h.**

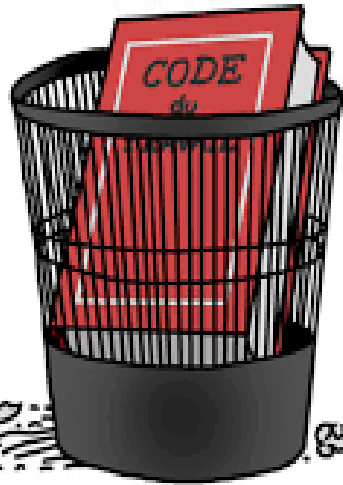
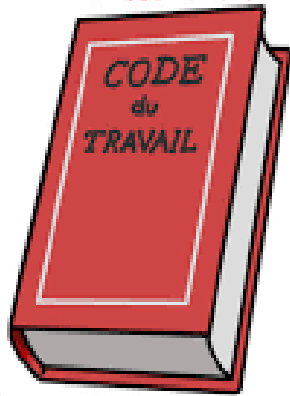
VERS UNE GREVE GENERALE INTERPROFESSIONNELLE JUSQU'AU RETRAIT...

Nous appelons les salarié-e-s à s'organiser sur leurs lieux de travail, par des assemblées générales de personnels, pour amplifier une lutte qui ne fait que commencer. Plus que jamais la convergence des secteurs en lutte est une nécessité pour gagner contre la politique du MEDEF que mène le gouvernement.

RÉFORME DU CODE DU TRAVAIL

AVANT

APRÈS



07/0
2015

www.centref.org

Construisons ensemble les conditions d'une grève générale interprofessionnelle (public/privé) et, si nécessaire, sa reconduction massive par la base.

Les puissants, le gouvernement, le patronat, pensaient que le mouvement social était mort. Les vautours de l'extrême droite salivaient de profiter de nos défaites pour parvenir au pouvoir. Chacun d'eux pensaient pouvoir bientôt passer à table à nos dépens !

Eh bien non ! Montrons leurs, tous et toutes en semble, salarié-e-s,

jeunes, chômeurs et chômeuses, que nous sommes là, plus forts que jamais.

Plus forts que jamais, et résolu-e-s, à ne plus subir la loi du fric et des patrons !

Plus forts que jamais, et résolu-e-s, pour nos droits, nos libertés et l'égalité sociale !

Plus forts que jamais, et résolu-e-s, contre cet état d'urgence que nous impose le gouvernement !

Plus forts que jamais, et résolu-e-s, pour décréter l'état d'urgence sociale et l'urgence de la seule lutte qui paye : la lutte de classe.

Jeudi 17 mars



Rassemblement devant la Préfecture de 12h à 14h

